

Dominique Schnapper

L'échec du « modèle républicain » ? Réflexion d'une sociologue

Pour analyser les émeutes de novembre 2005, on peut mobiliser l'un des résultats essentiels de la recherche, les discordances dans les différentes dimensions de l'intégration, en particulier entre l'intégration « culturelle », assez rapidement acquise, et l'intégration « structurale », toujours beaucoup plus lente à advenir. Or, c'est en France que le décalage est le plus fort. Comparés aux descendants des migrants en Angleterre et en Allemagne, les enfants de migrants français sont les plus totalement acculturés à la langue et la culture locales, mais ce sont aussi ceux pour lesquels l'accès au monde du travail est le plus difficile. Leur destin est donc un révélateur de la crise de la société française, des choix collectifs implicites qui ont été faits aux dépens des plus jeunes, en particulier de ceux qui sont issus des classes les plus modestes. La fermeture du système politique, l'affaiblissement du patriotisme, le laxisme des mœurs, la diffusion d'une culture du refus radical contribuent à la marginalisation des enfants de migrants, alors même qu'ils partagent désormais les aspirations et les exigences des individus démocratiques. Ce n'est pas le « modèle républicain » d'intégration qui est en cause, mais le non respect de ses normes.

The "Republican model" in debate. View from a sociologist

In order to understand the riots of November 2005, one can refer to one of the main results of social science research, i.e. the discrepancies between the different dimensions of integration, and particularly the discrepancy between cultural integration (or assimilation), which happens quickly, and structural integration (or assimilation), which happens always more slowly. This discrepancy is strongest in France. In comparison with the migrants' children in Germany and United Kingdom, French migrants' children are the most totally acculturated to the local language and culture, but it is more difficult for them to enter the labour market than for the British and the German migrants' children. Their social destiny reveals the crisis of the French society, the implicit collective choices made at the expense of young people, particularly those who are of low social origin. The closed political system, the weakening of patriotism, the laxity of the mores, the extension of a radical culture contribute to marginalize migrants' children, as they now have the aspirations and demands of all democratic individuals. The debate should take place not on the principle of the "republican model", but on the fact that its norms are often not respected.

Robert Castel

La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue

En dépit de discours convenus sur « l'exclusion » ou le « ghetto des banlieues », les jeunes qui ont participé aux violences urbaines de l'automne 2005 ne sont nullement hors des

cadres de la société française. La majorité d'entre eux étaient des citoyens français « issus de l'immigration », c'est-à-dire marqués par leur appartenance ethnique, citoyens par défaut. Leur désespoir pourrait tenir à ce qu'ils vivent les prérogatives de la citoyenneté sur le mode de l'impossibilité de leur réalisation. Dans une République qui proclame l'égalité des droits et l'égalité des chances, ils font quotidiennement l'expérience du déni des droits : discrimination dans les rapports avec la police et la justice, dans leurs relations à l'école et au travail. Discrimination aussi en raison de leur affiliation religieuse, puisque le fait d'être d'origine musulmane est souvent associé à une adhésion à l'islam radical. La stigmatisation d'une partie de la population sur une base ethnique est contradictoire avec les principes de la République. Elle est aussi dangereuse pour l'unité de la nation. Les politiques sécuritaires actuelles ciblent un profil de jeunes comme les principaux responsables de la propagation de l'insécurité, en oubliant de s'interroger sur l'ensemble des conditions nécessaires pour être reconnu comme un citoyen à part entière. C'est le paradoxe d'une instrumentalisation rigide et dogmatique du modèle républicain : si nos banlieues ne sont pas encore des ghettos, elles sont en train de le devenir, à force de traiter une partie de leurs habitants, en particulier les jeunes issus de l'immigration, comme des citoyens de seconde zone.

Negative discrimination. The "identity deficit" of French suburban youth

In spite of conventional discourse about "exclusion" or "suburban ghettos", the young people who took part in the urban riots during the autumn of 2005 are part and parcel of French society. The majority were French citizens from ethnic minorities, i.e. marked out by their ethnic origin, citizens by default. Their despair could stem from the fact that their rights as citizens could not be enjoyed. While "equal rights" and "equal opportunity" are the watchwords of the French Republic, they are denied these on a daily basis. They are discriminated against by the police, by the judiciary, in their experiences at school and at work. They are also discriminated against because of their religion, as being a Muslim is often associated with radical Islamism. Stigmatizing people because of their ethnic origin is at odds with Republican principles. It also poses a threat to national unity. The current political stance paints a picture of these young people as if they were the main cause of insecurity, overlooking the fact that certain conditions have to be met before they can be considered fully-fledged citizens. Such a dogmatic and unbending application of the Republican model is paradoxical: French suburbs haven't been transformed into ghettos yet, but treating their inhabitants as second class citizens, especially youth from ethnic minorities, is pushing them in that direction.

Stéphane Beaud et Olivier Masclat

Des « marcheurs » de 1983 aux « émeutiers » de 2005.

Deux générations sociales d'enfants d'immigrés

Il serait artificiel de comparer terme à terme deux moments que tout semble opposer et qui s'inscrivent dans des séquences événementielles différentes. Les émeutes urbaines de novembre 2005 peuvent être considérées comme le point d'orgue d'une longue série qui commence en 1979 à Vénissieux et s'accélère au début des années 1990 (Vaulx-en-Velin), si bien qu'elles sont devenues l'une des caractéristiques saillantes de la transformation des banlieues au cours du dernier quart du xx^e siècle. La « Marche pour l'égalité » doit être replacée dans la longue série des mobilisations ultérieures en faveur de l'égalité, contre le racisme et les violences dans les quartiers (SOS Racisme en 1985, Stop la violence en 1999, Ni putes ni soumises en 2002). Cependant, la mise en perspective de ces deux moments

nous apparaît comme un moyen privilégié pour saisir – et comprendre – les différences qui opposent la situation des enfants des cités d’hier et celle d’aujourd’hui, en mettant l’accent sur les enfants d’immigrés originaires du Maghreb, en raison de leur poids démographique et symbolique dans la population des cités. La perspective qui sera la nôtre est centrée sur la question de l’appartenance générationnelle, une clé d’interprétation possible des transformations qui affectent depuis vingt ans l’univers des jeunes de milieux populaires.

From the “demonstrators” of 1983 to the “rioters” of 2005
Two social generations of ethnic minority youth

It would be artificial to compare too closely two moments which seem different in every regard and which arose from different circumstances. The urban riots of November 2005 can be considered as the outcome of a long series of events which was initiated in 1979 in Vénissieux and gained momentum at the beginning of the 1990s (Vaulx-en-Velin), to a point where they have become one of the emblems of the transformation of suburbs in the last quarter of the 20th century. The “March for equality” should be relocated within a long series of subsequent mobilizations for equality, against racism and violence in the suburbs (SOS Racisme in 1985, Stop la violence in 1999, Ni putes ni soumises in 2002). However, putting these two moments in perspective seems an efficient way to grasp – and to understand – the differences between the situation of the suburban youth of yesterday and of today, while putting the stress on children of North African descent because of their demographic and symbolic significance in the suburbs. Our approach centres on the notion of generation, which can be a key to interpreting the transformations that have affected youth from the working class in the past 20 years.

Marc Gurgand et Éric Maurin

Démocratisation de l’enseignement secondaire et inégalités salariales en France

L’avènement du collège unique dans les années 1960, puis l’ouverture du lycée dans les années 1985-1995 ont été des moments de réduction rapide des écarts de niveaux d’études entre la toute petite minorité d’enfants que leur milieu social et leurs aptitudes scolaires destinent aux filières les plus prestigieuses de l’enseignement supérieur et l’immense majorité de ceux qui, après la guerre, n’allaient guère au-delà de la scolarité primaire obligatoire. Nous montrons que ces moments d’expansion scolaire ont également été des périodes de réduction sensible des inégalités salariales au sein des classes d’âge, entre ces mêmes enfants devenus adultes. Le surcroît de formation secondaire dont ont bénéficié les 95 % de la population qui n’ont pas accès au système des grandes écoles s’est bel et bien traduit par une amélioration de leur situation relative sur le marché du travail au fil des générations. La démocratisation de l’enseignement pose des problèmes très concrets et très visibles de mise en œuvre. Elle n’en a pas moins des effets souterrains de long terme très positifs pour ceux qui en bénéficient le plus directement.

The democratization of secondary education and wage inequality in France

During the 1960’s, lower secondary education was unified in France and, between 1985 and 1995, access to upper secondary education was significantly enlarged: these have been times of a fast reduction in the schooling gap between an elite children who accessed the most prestigious tracks of higher education and the large majority who, right after World War II, would hardly receive more than primary education. We show that these periods of schooling expansion have come along with significant reduction in wage inequalities within the age classes concerned with those reforms. Progressively increasing schooling

attendance of the 95 % population that cannot access the grandes écoles elite system has indeed resulted in better relative wages for them. Enlarging access to education raises many difficulties in the short term. It has less directly observable effects in the long run, but still very positive ones for their beneficiaries.

Baber Johansen

Le contrat *salam*. Droit et formation du capital dans l'Empire abbasside (XI^e-XII^e siècle)

Depuis le IX^e siècle, un nombre grandissant d'investisseurs privés et publics de l'Empire abbasside participent à un mouvement de commercialisation de produits manufacturés auprès d'artisans et de paysans. Le *fiqh*, système de normes juridiques et éthiques qui, à partir du VIII^e siècle, se répand dans tout l'empire musulman, réagit à cette intensification de l'échange commercial par une interprétation plus sophistiquée du droit des contrats. Cet article traite de la manière par laquelle, au cours des XI^e et XII^e siècles, les juristes transoxaniens de l'école hanéfite du droit musulman utilisent le *salam* comme un contrat d'investissement. Les investisseurs, grâce à l'avance d'un capital, acquièrent de leurs partenaires l'obligation personnelle de livrer, à une date ultérieure, déterminée par contrat, une quantité de biens fongibles. Cet échange transforme le partenaire en débiteur et permet à l'investisseur d'utiliser le temps entre le paiement du capital et la livraison des biens comme justification pour baisser les prix en dessous du niveau du marché. Il lie, en même temps, la production standardisée des biens et leur commercialisation au concept d'obligation personnelle en tant qu'objet d'investissement. Les formes du *salam* discutées par les juristes étaient étroitement liées à la diffusion, dans l'empire, de nouvelles techniques dans la manufacture des biens, et leur raisonnement désignait la connaissance des modèles et méthodes de leur production comme condition *sine qua non* pour toute description acceptable des biens, objets de l'obligation personnelle.

La construction hanéfite du *salam* a constitué un pas important vers la rationalisation des contrats synallagmatiques et vers l'élargissement, dans l'espace et le temps, de leur influence sur la production et l'échange des biens. Comme d'autres processus de rationalisation, l'élaboration du *salam* s'est faite au prix d'une inégalité accrue entre les acteurs, formellement indépendants, mais liés les uns aux autres dans la production et l'échange des biens par le lien de la créance et de la dette.

The *salam* contract. Law and capital formation in the Abbasid empire
(11th and 12th century)

In the Abbasid empire, since the 9th century C.E., an increasing number of private and public investors participated in the commercialization of manufactured products establishing trade relations with peasants and artisans. The fiqh, a system of legal and ethical norms that spread throughout the Muslim Empire, reacted to this intensification of commerce through a sophisticated interpretation of its contract law. This article treats the way in which 11th and 12th century Transoxanian jurists of the Hanafi school of Muslim law used the salam as an investment contract. Through the advance payment of capital, the investors acquire from their partners the personal obligation to deliver, at a contractually determined term in the future, a quantity of fungible goods. This exchange transforms the partner into a debtor and allows the investor to use the time between the downpayment of the capital and the delivery of the goods as a justification for price-dumping. It links, at the same time, the standardized production of goods and their commercialization to the concept of the personal obligation as an object of investment. The salam forms discussed by the jurists of the 11th and 12th centuries were closely related to the empire-wide diffusion of new technics in the manufacturing of

goods and the reasoning of the jurists made of the knowledge of models and methods of commodity production a condition for the modes of the description of goods acceptable in contracts.

The Hanafi construction of the salam constituted an important step towards the rationalization of synallagmatic contracts and an aggrandizement in time and space of their influence on the production and the exchange of goods. As other processes of rationalization, the perfection of the salam was accomplished at the price of a growing inequality between formally independent actors, linked to each other in the production and the exchange of goods through the ties of claims and debts.

Beshara Doumani

Le contrat *salam* et les relations ville-campagne dans la Palestine ottomane

Dans les hautes terres de la Palestine ottomane, le contrat *salam* fut le principal mécanisme utilisé pour garantir l'offre future de récoltes pour la consommation, l'industrie ou le commerce – trois activités clefs sans lesquelles aucune ville ne pouvait subsister dans une société basée sur l'agriculture. L'une des raisons pour laquelle les contrats *salam* étaient populaires est que, en milieu rural, la plupart des autres formes d'investissement en capital nécessitaient qu'un bien immeuble servît de garantie. Or, les paysans ne possédant pas les terres qu'ils cultivaient en dehors du périmètre du village, ils avaient bien peu de chose à offrir en retour contre de l'argent, à l'exception de la livraison future de leurs récoltes. Un processus de systématisation et de standardisation des flux en capital permit à ceux qui ne disposaient que de faibles capitaux – détaillants, artisans et, surtout, un groupe croissant de villageois aisés – d'avoir accès au contrat *salam*. Celui-ci ouvre de larges perspectives sur les réseaux sociaux, les relations de pouvoir qui déterminent les droits d'accès à l'excédent agricole, et sur l'économie politique. Il est en effet possible d'établir un lien entre le contrat *salam* et la transformation de l'État ottoman, en voie de centralisation – en particulier la façon dont le pouvoir politique fut exercé, au cours du XIX^e siècle, et la manière dont il s'adapta aux conditions locales.

Salam contract and the urban-rural relations in Ottoman Palestine

In the case of the highlands of Ottoman Palestine, the salam contract was the primary mechanism used to guarantee future supplies of agricultural crops for the purposes of consumption, manufacturing and trade: three key activities without which no city could survive in an agriculturally-based social formation. Salam contracts were desirable because most other forms of capital investment in rural areas required immovable property as collateral. Since peasants did not technically own the lands they ploughed and planted outside of the village perimeter, there was little they could safely offer in return except for the future delivery of their harvests. A process of systemization and standardization of capital flows allowed even those with small amounts of capital – such retail merchants, artisans, and, most important, a rising group of well-to-do villagers to – participate in salam contracts. The salam contract opens a big window on the political economy, social networks, legal structures, and power relations that determine access rights to the rural surplus. The salam contract is related to a centralizing Ottoman state; by the mid-nineteenth century, the political power was reproduced and reshaped on the local level.

Kenneth M. Cuno

Contrat *salam* et transformations agricoles en basse Égypte à l'époque ottomane

L'histoire agraire de l'Égypte aux XVIII^e et XIX^e siècles montre que des phénomènes apparemment « modernes » tels que le commerce de l'argent et le crédit, la production de

cultures destinées à la vente et le marché de la terre et de la main-d'œuvre existaient, du moins à un certain degré, bien avant le XIX^e siècle. La production orientée vers le marché et le commerce urbain-rural de l'Égypte prémoderne fut facilitée par certaines pratiques établies de longue date. L'une était la formation d'associations commerciales et de production dans lesquels des investisseurs résidant dans les villes, en général des marchands, mais pas toujours, fournissaient la majorité du capital. Un autre ensemble de pratiques concernait l'extension de crédit aux agriculteurs, également selon plusieurs modes, parmi lesquelles le contrat *salam*. Cet essai examine comment le *salam* était mis en œuvre dans l'économie égyptienne et quel rôle il a pu jouer dans la « transformation capitaliste ».

Salam contract and the transformation of the agricultural sector in Ottoman Egypt

The agrarian study of Egypt during the 18 and 19th centuries shows evidence that a "modern" appearing phenomena as money exchange and credit, cash-crop production, and the commodization of land and labor were extant to at least some degree well before the 19th century. Market-oriented production and urban-rural commerce in pre-modern Egypt were facilitated by certain well-established practices. One was the formation of partnership in trade and production in which urban investors, usually but not always merchants, provided most of the capital. Another set of practices involved the extension of credit to producers, with a number of different options, including the salam contract. This essay examines how salam worked in the pre-modern Egyptian economy, and how the familiarity of merchants and producers with it may have facilitated the capitalist transformation.